

**« Amélioration les apprentissages pour l'autonomisation des jeunes » (ALAPAJ) – TCHAD),
composante 2»**

(Référence contrat : AFD1248 09 F et CTD 1248 10 X)

**APPEL à micro-projets en soutien aux initiatives locales de réductions des inégalités et de
prévention des VBG des associations de femmes, de jeunes/étudiants et de personnes
handicapées
Financé par**



Union européenne



Pays : Tchad

Autorité Contractante : Fondation ACRA/ACHDR

Lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions

Date limite de soumission de la demande complète

28 mai 2026 à 17h00 heures

(date et heure du Tchad)

TABLE DES MATIÈRES

1 « « AMELIORATION LES APPRENTISSAGES POUR L'AUTONOMISATION DES JEUNES » (ALAPAJ) – TCHAD), COMPOSANTE 2» »	3
1.1 Contexte.....	3
1.2 Objectifs du programme et priorités.....	Erreur ! Signet non défini.
1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par l'administration contractante	4
2 REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL A PROPOSITIONS	4
2.1 Critères d'éligibilité.....	4
2.1.1 Éligibilité des demandeurs.....	5
2.1.2 Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?	5
2.1.3 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être pris en compte ?	7
2.2 Présentation de la demande et procédures à suivre	9
2.2.1 Formulaires de demande	9
2.2.2 Où et comment envoyer les demandes ?	9
2.2.3 Autres renseignements sur les demandes.....	Erreur ! Signet non défini.
2.3 Évaluation et sélection des demandes	10
2.4 Notification de la décision de l'administration contractante	14
2.4.1 Contenu de la décision	14
2.4.2 Calendrier indicatif	14
2.5 Conditions de la mise en œuvre après la décision de l'administration contractante d'attribuer une subvention	15
3 LISTE DES ANNEXES	16

I- « AMELIORATION LES APPRENTISSAGES POUR L'AUTONOMISATION DES JEUNES » (ALAPAJ) – TCHAD), composante 2»

1.1 Contexte

Le secteur de l'éducation au Tchad fait face à plusieurs défis en raison des difficultés d'ordre économique et sécuritaire que le pays tente de surmonter. Ces défis sont entre autres : celui de la qualité de l'enseignement, de l'amélioration de l'axe à l'apprentissage, du renforcement de capacité des cadres en charge de la gestion du système éducatif, et de la précarité des ressources de l'État pour son financement.

Dans tous les documents d'analyse du secteur de l'éducation au Tchad, la question de la gestion et du pilotage du système éducatif revient de façon récurrente et apparaît comme l'un des facteurs essentiels des faibles performances de celui-ci.

Par ailleurs, la **violence sexuelle et sexiste** représente l'une des principales menaces pour les enfants au Tchad, en particulier dans les communautés de réfugiés et dans les zones d'accueil à la frontière avec le Soudan. **Les filles sont les plus vulnérables** et sont souvent victimes de violences physiques et sexuelles, une situation aggravée par le manque de ressources pour la protection et la prévention.

Ensuite, le **taux de mariages précoces** est déjà élevé au Tchad, avec **60,6 % des filles** qui se marient avant l'âge de 18 ans selon le **Rapport MICS 2019**, **24,2 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 15 ans**, et **60,6 % avant l'âge de 18 ans**.

Dans ce contexte, il serait donc pertinent d'impliquer **les Organisations de la Société Civile (OSC) Tchadiennes qui ont de connaissances acquises et ayant leurs capacités renforcées pour prévenir et apporter de réponses aux cas de violation des droits de femmes, particulièrement des filles et des enfants vivant avec handicap**.

1.2 Objectifs du programme et priorités

Dans le cadre du développement du secteur éducatif au Tchad, l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes est un enjeu majeur. Le projet « Améliorer les apprentissages pour l'autonomisation des jeunes » (ALAPAJ), composante 2, financé par l'AFD et l'UE et mis en œuvre par le consortium HI (lead), ACRA, JRS et ACHDR a été conçu pour répondre à ce défi.

Ce projet est mis en œuvre par un consortium des partenaires stratégiques et complémentaires : Humanité & Inclusion HI, JRS, ACHDR et ACRA. Ces organisations opèrent conjointement dans plusieurs zones notamment le Logone Oriental et le Mandoul (Zone sud), l'Ouaddaï et le Wadi Fira (Zone Est) pour offrir une approche globale et intégrée en faveur de l'autonomisation des jeunes.

Le projet vise à contribuer - via l'éducation, à l'inclusion et à l'émancipation des populations les plus vulnérables du Tchad, notamment les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques dans les provinces du Logone oriental, du Mandoul, du Ouaddaï et du Wadi Fira.

Afin de favoriser une structuration durable des Organisations de la Société Civile (OSC) dans les quatre provinces ciblées, le projet vise à renforcer leurs capacités d'identification, de conception et de mise en œuvre de projets tant sur le plan opérationnel que financier. Dans cette perspective, un **Fonds de soutien**, sous forme de subventions, sera mis en place comme mécanisme d'appui financier.

Ce dispositif vise à :

- Soutenir au moins soixante (60) organisations locales (dont la majorité doivent tant que possible être des organisations de femmes) dans la mise en œuvre d'initiatives locales de lutte contre les inégalités, contre les discriminations et violences basées sur le genre et contre toutes formes d'exclusion pour cause d'handicap.

En priorités :

1. Les populations utilisent les services éducatifs proposés et participent à leur fonctionnement (définition des modalités, participation aux organisations communautaires de gestion, participation aux sessions de sensibilisation, contribution financière, etc.). Les populations satisfaites des services répondant à leurs attentes s'impliquent davantage à préserver et améliorer les services éducatifs.
2. Les communautés rurales perçoivent de plus en plus l'éducation des filles comme un facteur de développement, alimentant ainsi une dynamique positive de changement d'attitudes et de comportements en faveur de l'éducation des filles.
3. Les communautés et les services déconcentrés disposent des capacités financières et techniques pour assurer la continuité des services en recrutant les personnels formés dans la fonction publique ou par d'autres mécanismes de financement. Ceci inclut la consolidation du soutien à l'enseignement primaire en zone rurale pour assurer la transition des élèves vers le secondaire.

En s'appuyant sur les communautés locales pour atteindre certains objectifs, il faut signaler que les OSC au Tchad ont un important rôle à jouer dans l'amélioration du cadre démocratique et de la gouvernance grâce à plusieurs facteurs du développement du dialogue avec le Gouvernement et la population. Une participation accrue au processus de décentralisation, à leur participation non partisane dans les processus électoraux, à leur lutte contre l'impunité, à la promotion des droits humains et à la lutte pour l'élimination des toutes formes de discrimination à l'égard des femmes. En particulier, **des associations de femmes, de jeunes/étudiants et de personnes handicapées** ont vu le jour à la faveur de l'ouverture démocratique du pays en 1990. Elles ont montré courage et dynamisme face aux multiples atteintes aux droits humains des premières années du pouvoir en place. De manière générale, les associations féminines et d'autres associations des DH ont joué et continuent de jouer un rôle important dans la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes, des filles et des enfants vivant avec un handicap.

Cependant, il y a lieu à relever que ces OSC sont confrontées à un manque de moyens techniques, financiers et logistiques pour mener efficacement leurs actions.

1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par l'administration contractante

Le montant global de l'enveloppe financière mis à disposition du présent appel est **45 000 000 XAF**.

Le montant maximal pouvant être octroyé par tiers est de 750 000 XAF (les coûts de la garantie bancaire ne sont pas compris dans ce montant).

La subvention couvre 100% du total des coûts éligibles de l'action (financement total) en accord avec le budget proposé par l'OSC.

ACRA se réserve le droit de ne pas allouer la totalité des fonds disponibles et de cumuler l'éventuel reliquat de cet appel et l'attribuer afin de financer un ou plusieurs projets selon une liste de projets non financés en attente.

2 REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL A PROPOSITIONS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à propositions, conformément aux dispositions du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG), qui s'applique au présent appel, disponible sur internet à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/europeaid/prag/document.do?locale=fr>.

2.1 Critères d'éligibilité

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

- (1) Les acteurs : le **demandeur**, c'est-à-dire l'entité qui soumet le formulaire de demande
- (2) Les actions : les actions susceptibles de bénéficier d'une subvention

(3) Les coûts : les types de coûts pouvant être pris en compte dans le calcul du montant de la subvention

2.1.1 Éligibilité des demandeurs

Demandeur

Pour prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit être :

- une association communautaire de base enregistrée et reconnues au Tchad ;
- constituée depuis au moins 02 ans ;
- sans but lucratif ;
- ayant la promotion des droits humains, cohésion sociale, promotion de l'égalité, et similaires comme objectif statutaire
- opérant et ayant son siège dans les zones cibles¹ du projet

Si le contrat de subvention lui est attribué, le demandeur devient le bénéficiaire identifié comme spécifié dans l'annexe F (Convention de financement). Aucun codemandeur ou entité affiliée n'est accepté.

2.1.2 Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?

Définition

Une action se compose d'une série d'activités.

Durée :

La durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 06 mois ni excéder 12 mois.

Secteurs ou thèmes

Secteurs ou thèmes spécifiques auxquels les actions doivent se rapporter :

- Lutte aux pratiques discriminatoires : Lutte aux pratiques discriminatoires contre les attitudes et les pratiques liées aux normes sexo-spécifique discriminatoires (ex. : violences familiales, MGF, mariage d'enfants/précoce)
- Amélioration de l'environnement scolaire pour renforcer la sécurité et la protection dans les écoles ou augmenter les capacités d'accueil des établissements scolaires avant la mise à disposition des nouveaux collèges,
- Moyens de transport pour se rendre à l'école pour personnes en situation d'handicap
- Fabrication de kits d'hygiène menstruelle,
- AGR de groupes de parents de filles scolarisées,
- Animation de groupes d'hommes engagés autour du concept de masculinité positive,
- Campagnes de promotion de la gestion menstruelle/formation des relais communautaires, etc.
- Accès aux moyens pour les survivantes : Actions à support des survivantes visant l'accès aux moyens (matériels, économique)
- Accès à la justice pour les survivantes : Accès des survivantes à une justice qui tient compte de l'égalité hommes-femmes, par exemple au moyen de l'aide juridictionnelle, de services de santé et d'autres services et aides de qualité (espaces sûrs, des conseils, soutien destiné aux ménages monoparentaux dirigés par des femmes, soutien psychologique, etc.)
- Mécanisme de prévention et de protection : Mise en place d'un mécanisme de prévention et de protection des violences (ex. : accès sûr à l'eau et un assainissement qui tient compte de la dimension

¹ Provinces de: Logone Oriental, Mandoul, Ouaddaï, Wadi Fira.

genre, en améliorant l'éclairage des structures d'assainissement du village ou en créant des toilettes réservées aux filles dans les écoles, etc.)

- Action de plaidoyer : Mise en place des tables de concertation pour faciliter la participation de détenteurs/détentrices de droits aux politiques publiques,

Comités de protection de l'enfance : support dans la création des comités de protection de l'enfance (ordonnance 006/PR/2015 portant interdiction de mariage d'Enfant et arrêté 04/PR/PM/MFFSN/SG/DGASSN/DE/2016).

Les propositions ne répondant pas aux objectifs du présent Appel à Propositions ne seront pas prises en compte.

La subvention accordée au titre du présent Appel est plafonnée à :

- **Budget maximum : 750 000 XAF**
- **Durée maximum : 12 mois**
- **Bénéficiaires** : au moins 200 personnes par subvention (80% femmes/filles, 15% enfants vivant avec handicap)

Les groupes cibles des actions sont :

- **Les mineurs** à risque : (filles/garçon/ handicapés), **jeunes filles** ;
- **Les femmes et filles à risque ex** : ex. : réfugiées, retournées, déplacées internes, femmes célibataires, ménages monoparentaux dirigés par des femmes, femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées, adolescents) ;
- **Hommes/Femmes** (dans l'optique de prévention) ;
- Communautés autochtones, réfugiés ou retournés de la RCA et acteurs impliqués dans la protection de la femme et fille ;
- Femmes/filles à risque (mineurs non accompagnés, personnes handicapés, minorités autochtones et ethniques).

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre au Tchad, dans les quatre (04) Provinces ciblées par le projet :

- Logone Oriental
- Mandoul
- Ouaddaï
- Wadi Fira

Chaque proposition ne peut couvrir qu'une de Provinces énumérées ci-dessus.

Types d'action

Les types d'action suivants **ne sont pas éligibles** :

- Actions consistant uniquement ou principalement à financer la participation de particuliers à des ateliers, des séminaires, des conférences et des congrès
- Actions soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques, groupes religieux ;
- Actions incluant des aspects de prosélytisme religieux et politique
- Actions incluant des aspects de discrimination à l'égard de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leurs croyances religieuses (ou de l'absence de croyances religieuses), de leur origine ethnique ou de leur niveau de revenus

- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital, par exemple l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements et de véhicules
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en l'achat d'équipement, d'intrants ou au fonctionnement d'une superstructure
- Actions liées à des financements par prêt, y compris les microcrédits

Types d'activité

Pour pouvoir bénéficier d'un financement au titre du présent appel à propositions, les actions proposées doivent répondre à des objectifs généraux et spécifiques, et les priorités doivent s'inscrire dans les priorités décrites à la section 1.2.

Soutien financier à des tiers

Les demandeurs ne pourront pas apporter de soutien financier à des tiers. Cela signifie que les candidats ne peuvent pas déléguer ou transférer la gestion de la subvention, ou d'une partie de celle-ci, à d'autres organisations (via par exemple des appels à propositions).

Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour faire savoir que la Fondation ACRA à travers le cofinancement de l'AFD et de l'Union européenne a financé l'action. Dans la mesure du possible, les actions totalement ou partiellement financées par l'AFD et l'Union européenne doivent comprendre des activités d'information et de communication destinées à sensibiliser des publics spécifiques ou généraux aux raisons de ces actions et du soutien de l'AFD et l'UE en faveur de ces actions dans le pays ou la région concernée, ainsi qu'aux résultats et à l'impact de ce soutien.

Les demandeurs doivent respecter les objectifs et les priorités et garantir la visibilité du financement de la Fondation ACRA et de l'UE (se reporter au manuel qui sera donné par ACRA au bénéficiaire de la subvention), mais il faut aussi prendre connaissance du manuel de communication et de visibilité des actions extérieures financées par l'UE, établi et publié par la Commission européenne, qui peut être consulté à l'adresse suivante : https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/e6c7b8f5-e3e6-4458-ae7e-9cc313a338b8_fr?filename=communicating-and-raising-eu-visibility-guidance-for-external-actions-july-2022_fr.pdf

<https://>

Nombre de demandes et de subventions par demandeur

Chaque demandeur peut participer avec **1 seule proposition au présent Appel**. Au cas où le demandeur présente 2 propositions, il sera automatiquement exclu de l'Appel.

2.1.3 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être pris en compte ?

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par une subvention. Les catégories de coûts éligibles et non éligibles sont indiquées ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global pour les « coûts éligibles ».

Coûts directs éligibles

Les coûts éligibles sont les coûts réels encourus par le demandeur, qui remplissent l'ensemble des critères suivants :

- ils sont encourus pendant la période de mise en œuvre de l'action ;
- ils sont mentionnés dans le budget global estimé de l'action ;
- ils sont nécessaires à l'exécution de l'action ;
- ils sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité ;
- ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable ;
- ils sont raisonnables, justifiés et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l'économie et l'efficacité.

Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- les coûts déclarés par le ou les bénéficiaires et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne (y compris au titre du FED) ;
- les achats de terrains ou d'immeubles ;
- les crédits à des tiers ;
- les rémunérations du personnel d'administrations nationales.

Les demandeurs ne peuvent pas déléguer ou transférer la gestion des fonds reçus à d'autres organisations (via par exemple des Appels à Propositions)

Clauses déontologiques et code de conduite

a) Absence de conflit d'intérêts

Le demandeur ne peut se trouver dans aucune situation de conflit d'intérêts ni avoir aucun lien de type équivalent avec d'autres demandeurs ou d'autres parties au projet. Toute tentative d'un demandeur visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou l'administration contractante au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des demandes entraînera le rejet de sa demande et l'expose à des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

b) Respect des droits de l'homme ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales en matière de travail

Le demandeur et son personnel doivent respecter les droits de l'homme. En particulier, et conformément à la loi applicable, les demandeurs qui se sont vu attribuer une subvention doivent respecter la législation environnementale, y compris les accords environnementaux multilatéraux, ainsi que les normes fondamentales du travail applicables, telles que définies dans les conventions de l'Organisation internationale du travail en la

matière (comme les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé ou obligatoire et sur l'abolition du travail des enfants).

Tolérance zéro pour l'exploitation sexuelle et les abus sexuels :

La Fondation ACRA applique une politique de «tolérance zéro» en ce qui concerne l'ensemble des comportements fautifs ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du demandeur.

Sont interdits les châtiments corporels ou violences physiques, les menaces de violences physiques, les abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et les violences verbales, ainsi que toutes les autres formes d'intimidation.

c) Lutte contre la corruption

Le demandeur doit respecter les lois, règlements et codes de conduite applicables en matière de lutte contre la corruption. La Fondation ACRA se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement d'un projet si des pratiques de corruption, de quelque nature qu'elles soient, sont découvertes à n'importe quel stade de la procédure d'attribution ou pendant l'exécution d'un contrat et si l'administration contractante ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par «pratique de corruption» toute offre de paiement illicite, de présent, de gratification ou de commission à quelque personne que ce soit à titre d'incitation ou de récompense pour qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution d'une subvention ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec l'administration contractante.

d) Manquement aux obligations, irrégularités ou fraude

L'administration contractante se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsqu'il s'avère que la procédure d'attribution a été entachée d'un manquement aux obligations, d'irrégularités ou de fraude. Lorsqu'un manquement aux obligations, des irrégularités ou des fraudes sont découverts après l'attribution de la subvention, l'administration contractante peut s'abstenir de conclure le contrat.

2.2 Présentation de la demande et procédures à suivre

2.2.1 Formulaires de demande

Les formulaires sont disponibles à l'adresse : <http://www.acra.it/cosa-puoi-fare-tu/appels>

Les demandes doivent être soumises conformément aux instructions sur la demande complète contenues dans le formulaire de demande de subvention joint aux présentes lignes directrices (annexe A).

Les demandeurs doivent soumettre leur demande en français.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux points mentionnés dans les instructions pour l'élaboration de la proposition ou toute incohérence majeure dans la demande (par exemple si les montants mentionnés dans les feuilles de calcul du budget ne correspondent pas) peut conduire au rejet de la demande.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc l'administration contractante de réaliser une évaluation objective.

Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seul le formulaire de demande de subvention et les annexes publiées qui doivent être complétées (budget, cadre logique) seront évalués. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action.

Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

2.2.2 Où et comment envoyer les demandes ?

Le dossier contenant tous les documents requis doit être rédigé en français et envoyé à l'adresse mail :

selectiontchad@acra.it

En ayant pour objet :

« Dossier Présentation APPEL_TCDAFD_NOM DE L'ORGANISATION »

Le dossier doit être envoyé /déposé au plus tard le :

28 mai 2026 à 17h00

(date et heure du Tchad)

Les demandeurs principaux doivent vérifier que leur demande est complète en utilisant la liste de contrôle (Section 3 de l'Annexe A). Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.

Les éventuels changements aux appels seront publiés sur la page Facebook ACRA Tchad.

2.2.3 Autres renseignements sur les demandes

Le demandeur peut envoyer des questions pour des éclaircissements à l'adresse e-mail suivante :

selectiontchad@acra.it

Les questions pour des éclaircissements doivent être envoyées **au plus tard le 06 mai 2026 à 16h00**. **Les réponses seront publiées sur la page Facebook ACRA TCHAD.**

De même, il est suggéré de consulter périodiquement le site susmentionné pour être dûment informé des questions et réponses publiées.

L'envoi d'une requête pour des éclaircissements n'est pas obligatoire et n'impliquera en aucun cas l'approbation du projet présenté.

Pour que tous les candidats puissent bénéficier de l'égalité de traitement, l'ONG ACRA ne sera pas en mesure de donner un avis préalable sur l'éligibilité des candidats, des codemandeurs, d'un projet ou d'activités spécifiques.

Les dossiers soumis ne sont pas restitués aux demandeurs. Les demandeurs principaux doivent vérifier que leur demande est complète en utilisant la liste de contrôle (Section 3 de l'Annexe A). Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.

2.3 Évaluation et sélection des demandes

Les demandes seront examinées et évaluées par l'administration contractante. Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée ne satisfait pas aux critères d'éligibilité énoncés à la section 2.1, la demande sera rejetée pour ce seul motif.

L'équipe technique du projet est chargée de l'Evaluation Etape 01. Le Comité de Sélection (CdS) est chargé de l'Evaluation Etape 02.

Quatre (04) Comités de Sélection (CdS), dont un dans chaque Province, seront chargés de l'Évaluation (ÉTAPE 2).

La décision finale et l'approbation de l'éventuelle remise de fonds sera prise par un Comité de Sélection (CdS) National, basé à N'Djamena.

Chaque CdSP des OSC est composé de 07 personnes :

- 01 Représentant d'ACRA
- 01 Représentant de l'ACHDR
- 03 Représentants de Services techniques décentralisés des ministères concernés Ministère de la Femme et de la petite enfance, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, Ministère de l'économie et du Plan),
- 1 représentant du Conseil Provincial,
- 1 représentant du Comité Provincial d'Action (CPA).

Une Déclaration d'impartialité et de confidentialité sera signée par tous les membres votants.

1.3 Fonctionnement

ÉTAPE 1 : OUVERTURE ET VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront évalués :

- respect de la date limite. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée ;

Le dossier doit comprendre tous les documents suivants :

1. Document qui prouve l'enregistrement de l'OSC - autorisation de fonctionner (Le demandeur doit être constitué comme OSC au Tchad conformément à la législation nationale en vigueur)
2. Le formulaire « entité légale » (annexe C des présentes lignes directrices) dûment rempli et signé, accompagné des pièces justificatives qui y sont demandées dûment rempli et signé par le représentant légal du demandeur
3. Le formulaire **Signalétique financière** dûment rempli et signé par le représentant légal du demandeur (le demandeur doit avoir un compte auprès d'une institution financière **au nom de l'OSC demandeuse**) (annexe D)
4. Budget complété en XAF et rédigé en français (Annexe B)
5. Fiche **descriptive** de l'action pilote complétée et rédigée en français (*Annexe A – y compris tableau des expériences*)
6. Copie du **Statut** du demandeur en français ou arabe (le Statut doit spécifier que le demandeur est **sans but lucratif et ayant la promotion des droits humains, cohésion sociale, promotion de l'égalité, et similaires comme objectif statutaire**)

ÉTAPE 2 : ÉVALUATION TECHNIQUE DE LA DEMANDE

Les demandes qui passent l'étape 01 avec succès sont ensuite évaluées au regard de leur qualité, y compris en ce qui concerne le budget proposé et la capacité des demandeurs et de l'entité ou des entités affiliées, sur la

base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après. Il existe deux types de critères d'évaluation : les critères de sélection et les critères d'attribution.

Les **critères de sélection** permettent d'évaluer la capacité opérationnelle et financière du demandeur et la qualité des demandes au regard des objectifs et des priorités fixés dans les lignes directrices et d'octroyer des subventions aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à propositions. Ils aident à sélectionner les demandes dont l'administration contractante peut être sûre qu'elles respecteront ses objectifs et priorités. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à propositions, la qualité, l'impact escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Notation :

Les critères d'évaluation sont classés en rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5, comme suit : 1 = très insuffisant ; 2 = insuffisant ; 3 = satisfaisant ; 4 = bon ; 5 = très bon.

Grille d'évaluation

Rubrique	Note maximum
1. Capacité financière et opérationnelle	10
Le demandeur possède-il en interne une expérience suffisante en matière de gestion de projet ?	5
Le demandeur possède-il en interne une expertise technique suffisante ? (en particulier, une connaissance des points à traiter)	5
2. Pertinence	15
Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à propositions, aux thèmes/secteurs/domaines spécifiques ou à toute autre exigence particulière mentionnée dans les lignes directrices à l'intention des demandeurs ?	5
Les participants (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont-ils clairement définis et leur choix est-il pertinent d'un point de vue stratégique ? Leurs besoins (en tant que détenteurs de droits et/ou de devoirs) et leurs contraintes ont-ils été clairement définis et sont-ils convenablement abordés dans la proposition ?	5
La proposition contient-elle des éléments apportant une valeur ajoutée particulière (par exemple, en matière d'innovation ou de bonnes pratiques) ? <i>ainsi que les autres éléments complémentaires mentionnés à la section 1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs.</i>	5
3. Conception de l'action	15

Dans quelle mesure la conception de l'action est-elle cohérente ? La proposition indique-t-elle les résultats que l'action devrait permettre d'atteindre ? La logique d'intervention explique-t-elle la raison d'être des résultats attendus ? Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les produits et le ou les effets envisagés ?	5
La conception reflète-t-elle une analyse solide des problèmes existants, ainsi que des capacités des parties prenantes concernées ?	5
4. Approche de mise en œuvre	10
Le plan d'action prévu pour la mise en œuvre de l'action est-il clair et réalisable ? Le calendrier est-il réaliste ?	5
La proposition inclut-elle un système de suivi efficace et efficient ?	5
5. Durabilité de l'action (Une attention particulière sera accordée aux projets proposant des solutions durables, allant au-delà de la sensibilisation et de la simple distribution)	15
L'action est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur les groupes cibles ?	5
L'action est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs, y compris la possibilité de reproduction, d'extension, de mise à profit de l'expérience et de partage des connaissances ?	5
<p>Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le plan financier (<i>par exemple, financement d'activités de suivi, sources de revenu permettant de couvrir tous les frais de fonctionnement et de maintenance futurs</i>) - sur le plan institutionnel (<i>les structures permettront-elles le maintien des résultats de l'action à la fin de celle-ci ? Y aurait-il « appropriation » locale des résultats de l'action ?</i>) - sur le plan politique (s'il y a lieu) (<i>quel sera l'impact structurel de l'action – par exemple, amélioration de la législation, des codes de conduite, des méthodes</i>) - sur le plan environnemental (s'il y a lieu) (<i>l'action aura-t-elle un impact positif/négatif sur l'environnement ?</i>) 	5
6. Budget et rapport coût-efficacité de l'action	10
Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget ?	5
Le ratio entre les coûts estimés et les résultats est-il satisfaisant ?	5

Note totale maximum	75
----------------------------	-----------

Si la note totale pour la rubrique 1 (Capacité financière et opérationnelle) est inférieure à 12, la demande est rejetée. De même, la demande est rejetée si au moins une des sous-rubriques de la section 1 reçoit la note de 1. Les dossiers recevant une note inférieure à 37 sont automatiquement exclus.

Sélection provisoire

Les demandes ayant obtenu la meilleure note sont provisoirement sélectionnées jusqu'à épuisement du budget disponible pour le présent appel à propositions. En outre, une liste de réserve est établie suivant les mêmes critères. Cette liste sera utilisée si d'autres fonds deviennent disponibles pendant sa période de validité (12 mois).

2.4 Notification de la décision de l'administration contractante

2.4.1 Contenu de la décision

Les demandeurs sont informés par écrit de la décision de l'administration contractante concernant leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

En cas de contestation du bien-fondé du rejet d'une requête par le CdS, les demandeurs exposent par écrit les arguments mettant en cause les motifs de la décision.

A la réception de la lettre, le Président du CdS peut décider d'inscrire le dossier à l'ordre du jour de la suivante réunion pour un réexamen. Tout rejet à l'issue d'un second examen par le CdS est définitif.

2.4.2 Calendrier indicatif

	DATE	HEURE
1. Réunion d'information	30 avril	10h
2. Date limite à laquelle les éventuelles demandes de clarifications doivent être adressées à l'administration contractante	06 mai	16h
3. Date limite à laquelle l'administration contractante doit répondre aux demandes de clarifications	10 mai	17h
4. Date limite de soumission des propositions	28 mai	17h
5. Notification de l'attribution (après vérification de l'éligibilité)	01 juin	14h
6. Signature du contrat	03 juin	14h

Toutes les heures correspondent au fuseau horaire du Tchad.

Ce calendrier indicatif renvoie à des dates provisoires (sauf pour les dates 2, 3 et 4) et peut être mis à jour par l'administration contractante au cours de la procédure. Dans ce cas, le calendrier mis à jour sera publié sur la page Facebook ACHDR TCHAD et ACRA Tchad.

La liste des propositions financées sera aussi annoncée par la radio locale et affichée dans les endroits publics et partagés avec les autorités administratives.

2.5 Conditions de la mise en œuvre après la décision de l'administration contractante d'attribuer une subvention

Une fois que la décision a été prise d'attribuer une subvention, les bénéficiaires se voient proposer un contrat basé sur le contrat type de subvention (annexe E). En signant le formulaire de demande (annexe A des présentes lignes directrices), les demandeurs acceptent, si la subvention leur est attribuée, les conditions contractuelles du contrat type de subvention.

3 LISTE DES ANNEXES

DOCUMENTS A REMPLIR

Annexe A : fiche descriptive de l'action

Annexe B : budget (format Excel)

Annexe C : fiche entité légale

Annexe D : formulaire « signalétique financière »

Annexe E : convention de financement

Annexe F : modèle de liste de dépenses

Annexe G : modèle de rapport financier

Liens utiles :

Lignes directrices – Gestion du Cycle de Projet

<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/58c406ab-f247-47df-8d77-a7b003e00faf/language-fr>

[Manuel simplifié cycle de projet OSC](#)

Mise en œuvre des contrats de subvention

Guide de l'utilisateur

https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/Guide%20utilisateur%20_Fr.pdf

Manuel pour la gestion financière

http://ec.europa.eu/europeaid/funding/procedures-beneficiary-countries-and-partners/financial-management-toolkit_en

NB: ce manuel ne fait pas partie du contrat de subvention et n'a pas de valeur juridique. Il fournit simplement des orientations générales et peut, sur certains points, différer du contrat de subvention signé. Afin de garantir le respect de leurs obligations contractuelles, les bénéficiaires ne devraient pas se fier uniquement au manuel, mais toujours consulter les documents contractuels qui les concernent.

* * *